

ARRETE PREFECTORAL
modifiant les conditions de confinement, de traitement et de suivi d'une
pollution accidentelle des eaux souterraines par la Société EPP
VENTOUX au Pontet et portant restrictions d'usage de l'eau

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
SI-2008-06-18-0160-PREF

- VU** le code de l'environnement;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 autorisant la Société ENTREPOTS PETROLIERS PROVENCAUX à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides avec emplissage de véhicules citernes à LE PONTET ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 modifié en dernier lieu le 4 avril 2003 autorisant la société GROUPEMENT PETROLIER DU PONTET à exploiter un dépôt d'hydrocarbures à LE PONTET ;
- VU** les pertes d'émulseurs dans le sol constatées par la Société EPP et notifiées à la DRIRE et au préfet par fax du 25 janvier 2006 ;
- VU** l'arrêté préfectoral SI2006-02-08-0040-PREF du 8 février 2006 prescrivant des mesures d'urgence pour une évaluation des conséquences d'une pollution accidentelle du sol et de la nappe phréatique par la société EPP Ventoux au Pontet ;
- VU** l'arrêté préfectoral SI2006-04-07-0070-PREF du 7 avril 2006 prescrivant le confinement, le traitement et le suivi des effets d'une pollution accidentelle du sol et de la nappe phréatique par la Société EPP VENTOUX au Pontet ;

- VU l'arrêté préfectoral SI2006-11-07-0080-PREF du 7 novembre 2006 prescrivant une modification du suivi des eaux souterraines par la Société EPP VENTOUX au Pontet et une reconduction pour un an des restrictions d'usage de l'eau ;
- VU l'arrêté préfectoral SI2007-03-13-0040-PREF du 13 mars 2007 modifiant les conditions de confinement, de traitement et de suivi d'une pollution accidentelle des eaux souterraines par la Société EPP VENTOUX au Pontet et portant restrictions d'usage de l'eau ;
- VU le rapport BURGEAP n° RAv2092B d'octobre 2007 "Bilan des opérations de dépollution à fin août 2007, propositions d'adaptation des mesures de gestion et du plan de surveillance" ;
- VU le rapport BURGEAP n° RAv1891E d'octobre 2007 "Evaluation des risques sanitaires induits par le PFOS et définition des concentrations maximales tolérables" ;
- VU le courrier de la Société EPP adressé au préfet le 8 novembre 2007 demandant une modification des dispositifs de confinement, traitement et surveillance de la pollution ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées du 12 mars 2008 ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques technologiques en sa séance du 17 avril 2008 ;

CONSIDERANT qu'il est opportun, au regard des connaissances acquises sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines à l'aval de la pollution par la perte d'émulseurs susvisée, d'adapter les dispositifs prescrits de confinement, traitement et surveillance de ladite pollution ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte des conclusions de l'évaluation des risques sanitaires susvisée qu'il convient néanmoins de maintenir la quasi totalité des mesures de restrictions d'usage de l'eau déjà mises en place ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Vaucluse,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La Société EPP qui exploite deux dépôts pétroliers dits EPP Ventoux et EPP Rhône (anciennement GPP) situés domaine de la Verdette (84 130) LE PONTET et RN 7 (84130) LE PONTET, dénommée ci-après "l'exploitant", doit respecter les prescriptions suivantes.

ARTICLE 2. Surveillance de la qualité des eaux :

La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'un suivi conformément au dispositif suivant :

| Fréquence | Paramètres | Lieux | Points |
|-----------|--------------------------------|---------------|-------------------------------------------------------|
| 1 mois | TAA (tensio-actifs anioniques) | EPP Ventoux | RG1 RG3 CPZ10 P1 P3 P4 DPZ11 |
| | | Intermédiaire | PZ12 PZ13 PZ14 PZ16 |
| | | EPP Rhône | PZ1b PZ3 PZ5 |
| | PFOS | EPP Ventoux | CPZ10 P3 P4 RG3 Eau brute Ventoux Eau traitée Ventoux |
| | | Intermédiaire | PZ12 PZ13 PZ14 PZ16 |
| | | EPP Rhône | PZ1b PZ3 PZ5 |
| 3 mois | TAA | Particuliers | 8 9 10 10bis 12 |
| | PFOS | | 9 10bis 12 |

PFOS = perfluoro octane sulfonate

Les résultats de ce suivi et la cartographie associée font l'objet d'une transmission, dans un délai de 45 jours après prélèvement, à l'inspection et à la DDASS ou immédiate en cas d'évolution importante des valeurs mesurées.

Les résultats des analyses effectuées chez les particuliers leur sont transmis sans délai et dans la limite de 45 jours après prélèvement.

Ce dispositif pourra faire l'objet d'amendements avec l'accord de l'inspection au cours du suivi.

ARTICLE 3. Restrictions d'usage :

Les restrictions d'usage prescrites à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2006 susvisé et reconduites par l'article 3 de l'arrêté du 13 mars 2007 sont à nouveau reconduites jusqu'à nouvel ordre à l'exception du remplissage des piscines dont l'interdiction n'est plus justifiée. La notification en sera faite individuellement à chacun des usagers de forages recensés dans le rapport BURGEAP RAv 1717-03 d'avril 2006 par Monsieur le maire de LE PONTET.

ARTICLE 4. Traitement de la zone source :

Un pompage de confinement d'un débit de 15 m³/h environ implanté conformément au rapport BURGEAP n° Rav 2092B d'octobre 2007 susvisé est maintenu à l'aval de la zone source.

Les eaux pompées sont traitées avant rejet dans le réseau d'assainissement.

La valeur du paramètre PFOS, analysé conformément aux dispositions de l'article 2 ci-dessus doit demeurer en deçà de 1 µg/l dans les eaux pompées après traitement.

ARTICLE 5. Pompage de confinement sur le site Rhône :

Le dispositif de pompage et de traitement de la pollution prévu sur le site EPP Rhône par l'article 3 de l'arrêté du 7 avril 2006 est supprimé.

ARTICLE 6. Dispositions abrogées :

Les dispositions des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 mars 2007, l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2006 sont abrogées.

Les autres dispositions antérieures, contraires ou identiques à celles du présent arrêté et ayant le même objet sont abrogées.

ARTICLE 7 : La présente décision peut être déférée au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.
Ce délai commence à courir le jour où la présente autorisation a été notifiée.

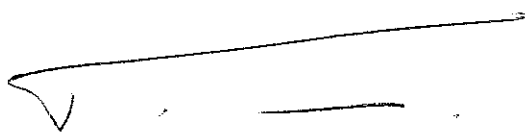
ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Le Pontet, Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le chef du service de la navigation du Rhône, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon le

18 JUN 2008

**Pour le Préfet,
Le Sous-préfet,
Directeur de Cabinet**



François-Xavier LAUCH